

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

RHM : comme un air de divorce !

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Les bruits relatifs à une brouille entre le président du Rassemblement héritage & modernité (RHM), Michel Menga M'Essone, par ailleurs ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, et son secrétaire général, Serges Maurice Mabiala, se sont confirmés à la déclaration de politique générale du Premier ministre. En prenant la parole au nom des "non-inscrits", le député et conseiller municipal du 1er siège de la commune de Mouila n'a pas du tout été tendre avec le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze passant son "grand oral". Et ce, sous les yeux

ébahis de "Santiago", comme on l'appelle du côté de Cocobeach. Difficile de penser que le leader du RHM était au courant au préalable du contenu du brûlot de la deuxième personnalité de son écurie politique. D'autant que même en étant encarté dans l'opposition, ce dernier est astreint à l'obligation de solidarité gouvernementale. Est-ce à dire que l'idylle entre Serges Maurice Mabiala et Michel Menga M'Essone ne tiendrait plus qu'à un fil ? Le divorce entre les deux personnalités serait-il en passe d'être prononcé ? Doit-on penser que Mabiala a fait un bébé dans le dos à Menga M'Essone ? Sauf erreur de jugement, la sortie de l'ex-militant du Parti démocratique gabonais (PDG) non moins ancien directeur de cabinet adjoint du président de

la République, est tout sauf anodine. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la configuration politique de la capitale provinciale de la Ngounié. Tout porte à croire que le SG du RHM joue sa carte. À quelques mois des élections générales, Serges Maurice Mabiala compte rempiler et par la même occasion se positionner comme le leader politique de Mouila. Vu que Pierre-Claver Maganga Mousavou du Parti social démocrate (PSD) ambitionne à nouveau de briguer la magistrature suprême. Jean-Norbert Diramba, ministre du Tourisme, semble avoir laissé des plumes, depuis qu'il a rejoint les vertes prairies du PDG. Tout ce qui précède aiguiserait-il les ambitions de Serges Maurice Mabiala ?



Photo: DR

Le SG du RHM tirant à boulets rouges sur le gouvernement sous les yeux de Michel Menga M'Essone.

UNI : "Plaidoyer en faveur de la troisième République"

Y.F.I
Libreville/Gabon

LORS de la première activité officielle du dernier né du landerneau politique, Paul-Marie Gondjout, président de l'Union nationale Initiale (UNI), a plaidé pour un changement de paradigmes notamment dans le secteur de la gouvernance. La tête de file de l'UNI n'a pas caché sa volonté de voir émerger un nouveau système politique tenant compte du contexte et de réalités locales. Un système qu'il a baptisé "troisième République". "La troisième République ne doit pas être basée sur un modèle politique importé, elle doit épouser notre système de culture et doit être représentative de la diversité qu'offre notre pays et dans laquelle tout le monde devrait se reconnaître", pense-t-il. "Une troisième République", selon lui, qui devra "consacrer des réformes politiques, économiques et sociales dans le cadre d'un contrat politique à établir



Photo: DR

Paul Marie Goundjout expliquant le concept de «troisième République».

avec le peuple souverain". Pour y parvenir, il est d'avis qu'il faut l'organisation d'élections apaisées et crédibles. "Sur le plan politique et de la gouvernance démocratique, nous affirmons que la troisième République ne peut s'accommoder de mauvaises élections qui poussent la marginalisation dangereuse de la volonté du peuple et sa méfiance vis-à-vis des institutions. Nous militons pour une meilleure représentativité des citoyens dans les instances locales et nationales par l'introduction d'une

dose de proportionnelle pour les élections législatives et pour l'élection des membres des bureaux des conseils municipaux et départementaux", propose-t-il. Avant de préciser : "La troisième République devrait aboutir à un rééquilibrage des pouvoirs entre l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Ainsi, le Parlement au fondement et à la composition remaniée, devrait être restauré dans ses pouvoirs de contrôle et surtout d'orientation de la vie publique, en respect de nos cultures et de leur ouverture au monde".

Dialogue politique : la MRSE s'organise

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

Poursuivant l'élan de raffermissement des liens et de concertation au sein de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), plusieurs chefs de partis politiques de ce bord se sont réunis mardi, au siège de "Conscience et action citoyenne" (CAC), de Florentin Moussavou, porte-parole de la MRSE.



Photo: CNB

"Le Distingué camarade président Ali Bongo Ondimba, dans un souci de raffermir les liens d'amitié entre les partis politiques de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a décidé de délocaliser le cadre de concertation et de rencontre, et de montrer qu'au sein de notre famille politique, il n'y a pas de partis supérieurs aux autres", a souligné, au terme de la réunion, le secrétaire général adjoint du Parti démocratique gabonais (PDG), chargé de la Communication, Joe Malph Divassa Ndiaye. Cette rencontre, la deuxième du genre, présidée par le secrétaire général du PDG, Steve Nzegho Diecko, en sa qualité de secrétaire permanent de la MRSE, a été l'occasion pour les participants d'examiner ensemble

Les leaders de la MRSE autour du SG de PDG à l'issue de la rencontre.

toutes les stratégies nécessaires en vue de préparer non seulement les échéances électorales à venir, mais également de préparer l'élection du renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE). Il était également question de mener une réflexion sur le modus operandi, en vue de préparer la concertation politique annoncée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Ce, pour permettre à Steve Nzegho Diecko et ses pairs d'adopter une posture commune pour prendre part à cette grand-messe politique, d'en dégager les éléments de langage, et d'en définir les axes prioritaires.